



COMMISSION  
EUROPÉENNE

Bruxelles, le 16.12.2022  
C(2022) 9733 final

**DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION**

**du 16.12.2022**

**relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République  
démocratique du Congo pour 2022**

# DÉCISION D'EXÉCUTION DE LA COMMISSION

du 16.12.2022

## relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République démocratique du Congo pour 2022

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE),

vu le règlement (UE, Euratom) 2018/1046 du Parlement européen et du Conseil du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) n° 1296/2013, (UE) n° 1301/2013, (UE) n° 1303/2013, (UE) n° 1304/2013, (UE) n° 1309/2013, (UE) n° 1316/2013, (UE) n° 223/2014, (UE) n° 283/2014 et la décision n° 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012<sup>1</sup>, et notamment son article 110,

Vu le règlement (UE) 2021/947 du Parlement européen et du Conseil du 9 juin 2021 établissant l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale — Europe dans le monde, modifiant et abrogeant la décision n° 466/2014/UE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant le règlement (UE) 2017/1601 du Parlement européen et du Conseil et le règlement (CE, Euratom) n° 480/2009 du Conseil<sup>2</sup>, et notamment son article 23(2).

considérant ce qui suit:

- (1) Afin d'assurer la mise en œuvre du plan d'action annuel en faveur de la République démocratique du Congo pour 2022, il est nécessaire d'adopter une décision annuelle de financement, qui constitue le programme de travail annuel, pour 2022. L'article 110 du règlement (UE, Euratom) 2018/1046 ('le règlement financier') établit des règles détaillées en matière de décisions de financement.
- (2) L'aide envisagée doit respecter strictement les conditions et procédures prévues par les mesures restrictives adoptées en vertu de l'article 215 du TFUE<sup>3</sup>.
- (3) L'action Unis pour l'agriculture et l'alimentation contribue à la prise en compte du climat et de la biodiversité, conformément au pacte vert pour l'Europe et l'accord interinstitutionnel.
- (4) La Commission a adopté le programme indicatif pluriannuel national pour la période 2021-2027<sup>4</sup>, qui établit les priorités suivantes : Gouvernance, paix et sécurité ; Développement humain ; et Alliance pour le développement durable.
- (5) Les objectifs poursuivis par le plan d'action annuel à financer au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale -

<sup>1</sup> JO L 193 du 30.7.2018, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 209 du 14.6.2021, p. 1.

<sup>3</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Il est à noter que la carte des sanctions est un outil informatique permettant de répertorier les régimes de sanctions. Les sanctions résultent d'actes législatifs publiés au *Journal officiel* (JO). En cas de divergence, le JO fait foi.

<sup>4</sup> Décision d'exécution de la Commission relative à l'adoption du programme indicatif pluriannuel pour la République Démocratique du Congo pour la période 2021-2027, C(2021)9389 final du 15.12.2021.

Europe dans le monde, programme géographique « Afrique subsaharienne » consistent à (i) apporter une nouvelle tranche d'investissement dans la santé et l'éducation, visant à tenir les engagements de l'UE en matière de développement humain, (ii) l'extension de l'alliance verte au thème de l'agriculture durable, en lien avec le secteur privé, et à apporter un appui à la coordination du programme aux autorités dans la transition du Fonds européen de développement (FED) vers l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDI).

- (6) L'action « Unis pour la santé » contribuera au développement humain de la population de la République démocratique du Congo (RDC), à travers l'amélioration de la santé et du bien-être de la population.
- (7) L'action « Unis pour l'éducation » appuiera le développement humain de la population de la République démocratique du Congo (RDC), à travers le renforcement du système éducatif.
- (8) L'action « Unis pour l'agriculture et l'alimentation » contribuera à lutter contre la pauvreté dans les zones de mise en œuvre à travers la mise en place de systèmes alimentaires durables qui assurent la préservation des services écosystémiques.
- (9) L'action « Appui à la coordination de la coopération » permettra de renforcer l'efficacité du partenariat et la gestion de l'aide dans le cadre de la coopération UE-RDC. Il convient que la Commission reconnaisse et accepte les contributions d'autres bailleurs de fonds, conformément à l'article 21, paragraphe 2, du règlement financier, sous réserve de la conclusion de la convention correspondante. Lorsque ces contributions ne sont pas libellées en euros, il y a lieu d'en donner une conversion estimative raisonnable.
- (10) Il convient d'autoriser l'octroi de subventions sans appel à propositions et de prévoir les conditions d'octroi de ces subventions.
- (11) Conformément à l'article 26, paragraphe 1, du règlement (UE) 2021/947 du 9 juin 2021, il convient de recourir à la gestion indirecte pour la mise en œuvre de l'action.
- (12) La Commission doit assurer niveau de protection des intérêts financiers de l'Union conforme aux dispositions de l'article 154, paragraphe 3, du règlement financier pour ce qui est des entités et des personnes chargées d'exécuter des fonds de l'Union en gestion indirecte.

À cette fin, ces entités et personnes sont soumises à une évaluation de leurs systèmes et procédures, conformément à l'article 154, paragraphe 4, du règlement financier<sup>5</sup> et, si nécessaire, à des mesures de surveillance appropriées conformément à l'article 154, paragraphe 5, du règlement financier avant qu'une convention de contribution puisse être signée.

- (13) Il est nécessaire de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 116, paragraphe 5, du règlement financier.
- (14) Pour permettre une certaine flexibilité dans la mise en œuvre du plan d'action, il y a lieu d'autoriser des modifications qui ne devraient pas être considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier.
- (15) Le plan d'action prévu par la présente décision est conforme à l'avis du comité de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération

---

<sup>5</sup> Sauf dans les cas prévus à l'article 154, paragraphe 6, du règlement (UE, Euratom) 2018/1046, où la Commission peut décider de ne pas exiger une évaluation ex ante.

internationale – Europe dans le monde institué par l'article 45 du règlement (UE) 2021/947.

DÉCIDE:

*Article premier*  
*Le plan d'action*

La décision annuelle de financement, qui constitue le plan d'action annuel pour la mise en œuvre de la décision relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République démocratique du Congo pour 2022, présentée en annexe est adoptée.

Le plan d'action comporte les actions suivantes:

- (a) « Unis pour la santé », présentée en Annexe 1;
- (b) « Unis pour l'éducation », présentée en Annexe 2;
- (c) « Unis pour l'agriculture et l'alimentation », présentée en Annexe 3;
- (d) « Appui à la coordination de la coopération », présentée en Annexe 4.

*Article 2*  
*Contribution de l'Union*

Le montant maximal de la contribution de l'Union destinée à la mise en œuvre du plan d'action pour 2022 est fixé à 102 000 000 à financer par les crédits inscrits sur les lignes suivantes du budget général de l'Union:

- Ligne budgétaire BGUE-B2022-14 02 01 21-C1-INTPA 99 000 000 EUR.
- Ligne budgétaire BGUE-B2022-14 02 01 21-C2-INTPA 3 000 000 EUR.

Les crédits indiqués au premier alinéa peuvent également servir au paiement d'intérêts de retard.

*Article 3*  
*Modes d'exécution et entités ou personnes chargées de l'exécution*

L'exécution des actions menées en gestion indirecte, telles que présentées dans l'annexe 3, peut être confiée aux entités ou aux personnes mentionnées, ou sélectionnées conformément aux critères fixés, aux points 4.4.1 et 4.4.2. desdites annexes.

*Article 3*  
*Clause de flexibilité*

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées<sup>6</sup> des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre ne sont pas considérées comme substantielles aux fins de l'article 110, paragraphe 5, du règlement financier, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions.

---

<sup>6</sup> Ces modifications peuvent venir de recettes affectées devenues disponibles après l'adoption de la décision de financement.

L'ordonnateur compétent peut effectuer les modifications visées au premier alinéa. Ces modifications sont appliquées dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

*Article 4*  
*Subventions*

Des subventions peuvent être octroyées sans appel à propositions conformément aux conditions précisées en annexe. Des subventions peuvent être octroyées aux organismes sélectionnés conformément aux points 4.4.1 et 4.4.2 de l'annexe 1 et 4.4.1 de l'annexe 3.

Fait à Bruxelles, le 16.12.2022

*Par la Commission*  
*Jutta URPIAINEN*  
*Membre de la Commission*